

## COMMUNIQUÉ EN SOUTIEN AU PEUPLE KANAK

Le gouvernement français a provoqué depuis quinze jours des nuits d'émeutes en Kanaky (Nouvelle-Calédonie) en voulant imposer l'élargissement du corps électoral dans l'archipel.

Cette réforme votée par l'Assemblée nationale le 14 mai dernier vise à rendre minoritaires les Kanaks dans leur propre pays. Ce projet également adopté par le Sénat permettrait aux partis non indépendantistes de l'Archipel de gagner des milliers de voix et d'assurer leur domination sur les institutions. Pour être définitivement adopté, ce projet de réforme constitutionnelle doit encore être validé par le Congrès à Versailles.

Les deux votes, à l'Assemblée et au Sénat rouvrent les plaies d'une histoire coloniale Française.

Emmanuel Macron et son gouvernement, dont Darmanin, ont dégainé leur panoplie de répression : des milliers de gendarmes, policiers, déployés ; l'état d'urgence est déclaré ; et des militants indépendantistes sont assignés à résidence.

Emmanuel Macron a déclaré lors de sa venue sur le « Caillou » le 22 mai qu'il reprendra « *pas à pas, chaque quartier, chaque rond-point, chaque barrage* » ; Les forces de sécurité « *resteront aussi longtemps que nécessaire, y compris pendant les J.O.* » ; « *L'ordre Républicain doit être rétabli* ».

Puis il a fait une fausse concession, s'engageant « *à ce que cette réforme ne passe pas en force aujourd'hui* ». Aujourd'hui ? Peut-être, mais pour demain, il ne s'engage pas car son objectif est maintenu, il s'agit seulement de se donner « *quelques semaines* » pour « *l'apaisement, la reprise du dialogue en vue d'un accord global* ».

Et pour ce « dialogue », l'État impérialiste se missionne lui-même en installant une « *mission de dialogue* » composée de trois hauts fonctionnaires.

Depuis, l'opposition du peuple Kanak à ce projet de texte constitutionnel demeure entière. Les manifestations kanakes soutenues par le FLNKS (Front de Libération Nationale Kanake et Socialiste) ainsi que par la C.C.A.T (la Cellule de coordination des actions de Terrain créée en 2023), se poursuivent.

La C.C.A.T a fait une déclaration le 25 mai dernier. Elle dénonce :

- La répression policière,
- Les crimes racistes qui impliquent des responsables loyalistes et des milices caldoches,
- La posture de l'État colonial qui depuis 171 ans n'a de cesse de contester par la violence les revendications du peuple kanak,
- Le discours du président Macron qui demande le rétablissement de l'ordre avec le déploiement de 3 000 soldats face à des mobilisations pacifiques,

- L'interpellation de plus de 200 jeunes sur le Grand Nouméa pour lesquels nous n'avons aucune information à ce jour.

La C.C.A.T reste mobilisée pour le retrait du texte sur le dégel du corps électoral et le passage en force orchestré par le gouvernement Macron avec le soutien des loyalistes.

La Kanaky est sur la liste des territoires à décoloniser, mais pour l'État français, pour Macron, renoncer à sa colonie, c'est renoncer à 30 % des ressources mondiales du nickel, c'est renoncer aux ressources maritimes du Pacifique, et surtout c'est renoncer à la position stratégique du territoire : de fait, c'est sa place comme impérialisme qui est en jeu, place également menacée dans d'autres confettis de l'empire (dont Tahiti).

Le combat du peuple kanak est celui de tous les opprimés du monde, c'est la raison pour laquelle l'ensemble des organisations syndicales et des partis d'origine ouvrière doit se solidariser avec le peuple kanak pour que puisse être imposée à l'impérialisme français, et en particulier au gouvernement Macron, la satisfaction des revendications démocratiques légitimes du peuple kanak :

- Soutien inconditionnel au peuple kanak, et à ses revendications,
- Retrait des forces de répression,
- Droit à l'indépendance.

Le 26 mai 2024.